

Agroalimentaire : les politiques interpellés sur le cas Léraud



Inès Léraud, qui a notamment publié l'enquête « Algues vertes, l'histoire interdite », est poursuivie en diffamation par un chef d'entreprise costarmoricain, après un article dénonçant les pratiques de l'entreprise. (Photo archives Le Télégramme)

🕒 Lecture : 2 minutes

Près d'un an après sa sortie, la BD « Algues vertes, l'histoire interdite » continue de faire parler d'elle dans le monde économique, politique et médiatique breton.

Plus de 45 000 exemplaires vendus, une plainte en diffamation contre son auteur, des comités de soutien en cours de création et, depuis cette semaine, une interpellation des élus régionaux. La bande dessinée de la journaliste Inès Léraud sur les algues vertes (<https://www.letelegramme.fr/dossiers/algues-vertes-en-bretagne/algues-vertes-la-bd-qui-jette-un-pave-dans-la-mare-07-07-2019-12332322.php>) a renforcé la tension entre l'agroalimentaire breton, les syndicats agricoles majoritaires et les associations environnementales.

La plainte en diffamation déposée par Jean Chéritel, chef d'entreprise des Côtes-d'Armor, contre la journaliste a amené à la création d'un premier comité de soutien dans ce département. Dans la foulée, une lettre de 300 journalistes nationaux et régionaux au président de Région Loïc Chesnais-Girard, rendue publique lundi, a politisé encore un peu plus l'affaire.

« Une information libre »

Dans cette lettre, les journalistes signataires en appellent étonnamment à une autorité politique pour qu'elle « contribue à garantir une information et une parole publique libre sur les enjeux de l'agroalimentaire en Bretagne ».

Lundi soir, le président de Région a répondu « oui » à l'ensemble de ces demandes, y compris à s'engager « au démantèlement de toutes les autocensures qui empêchent les journalistes de travailler sereinement », sans indiquer précisément sur la base de quelles compétences et quels pouvoirs il pouvait y contribuer.

« Lobby écolo-parisien »

Soucieux de se distinguer de son prédécesseur Jean-Yves Le Drian, mis en cause dans la bande dessinée pour sa proximité avec l'industrie agroalimentaire, le président de Région a voulu se ménager le pouvoir médiatique. Il a été sans surprise égratigné par son opposant au conseil régional, le Costarmoricain Marc Le Fur. « Je suis étonné par l'attitude du président de la Région qui a choisi de voler au secours du lobby écolo-parisien (...). Loïg Chesnais-Girard est-il à ce point inquiet devant la menace d'une liste verte indépendante lors des prochaines élections régionales ? ».